

COMITÉ RÉGIONAL DE L'AFRIQUE

ORIGINAL : ANGLAIS

Soixante-douzième session

Lomé, République togolaise, 22-26 août 2022

**ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMS À L'OUVERTURE DE LA
SOIXANTE-DOUZIÈME SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR
L'AFRIQUE, LOMÉ (RÉPUBLIQUE TOGOLAISE), LE 22 AOÛT 2022**

Excellence Monsieur le Président Faure Gnassingbé ;
Madame la Première Ministre Victoire Tomegah Dogbé ;
Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, l'Honorable Yawa Djigbodi Tségan ;
Monsieur le Ministre, le Professeur Mijiyawa Moustafa ;
Excellence Madame Minata Samaté Cessouma ;
Mesdames et Messieurs les Ministres et chefs de délégation ;
Madame la Directrice régionale, ma sœur, D^{re} Moeti ;
Chers collègues et amis,

Good morning to you all ; bonjour à tous ; bom dia a todos.

Je tiens à vous remercier, Excellence Monsieur le Président, ainsi que votre Gouvernement et le peuple togolais, pour l'hospitalité dont vous avez fait preuve en accueillant la présente session du Comité régional.

Je joins aussi ma voix à celle de ma sœur, la D^{re} Moeti, pour vous féliciter pour les progrès que vous avez accomplis dans le domaine de la santé ces dernières années ici au Togo. La libération du Togo de la dracunculose, de la trypanosomiase humaine africaine, de la filariose lymphatique et du trachome est un accomplissement exceptionnel qui permettra de sortir un grand nombre de personnes de la menace que représentent ces maladies dévastatrices.

Je vous félicite également pour les progrès que vous avez accomplis dans l'amélioration de la gestion et de l'efficacité des hôpitaux et pour l'élargissement de l'accès des populations aux services.

Excellences,

La semaine dernière a marqué le début de mon deuxième mandat en qualité de Directeur général. J'apprécie profondément la confiance et le soutien que j'ai reçus des États Membres africains lors de ma réélection. Je ne pense pas à un meilleur endroit pour commencer mon deuxième mandat que chez moi, ici en Afrique.

Je suis absolument ravi d'être avec vous aujourd'hui. Après deux années de réunions en mode virtuel, le fait que nous puissions nous réunir à nouveau en présentiel témoigne des efforts que vous, les dirigeants, faites pour protéger vos populations contre la COVID-19.

L'OMS est fière de vous avoir apporté son appui par l'expédition de fournitures telles que des tests, des masques, des équipements de protection individuelle, et bien d'autres encore. Dans le cadre de notre engagement à améliorer la sécurité sanitaire dans la Région, nous avons annoncé le mois dernier la construction d'un nouveau centre logistique pour l'Afrique, qui sera basé au Kenya et dont la vocation sera de mieux nous préparer aux épidémies et pandémies futures.

Il est très réjouissant de constater que le nombre de cas et de décès signalés dans la Région est au plus bas depuis le début de la pandémie. Et ce, malgré les inégalités effroyables dans l'accès aux vaccins auxquelles vous avez été confrontés. Malgré les informations fausses et trompeuses. De même, malgré les nombreuses priorités concurrentes que vous devez gérer, nous voyons émerger des progrès encourageants en matière de couverture vaccinale dans la Région, soutenus par le Partenariat pour la distribution de vaccins contre la COVID-19 que nous avons mis en place avec l'UNICEF et Gavi pour accélérer la couverture vaccinale dans les 34 pays qui affichaient une couverture inférieure à 10 % au début de cette année – tous ces pays sauf six sont africains.

À peine six mois plus tard, 10 pays seulement affichent encore une couverture inférieure à 10 %, pour la plupart des pays en proie à des situations d'urgence humanitaire. Il est particulièrement réjouissant de constater que la couverture des groupes hautement prioritaires s'améliore, 10 États Membres ayant désormais atteint une couverture vaccinale de 100 % des agents de santé.

Il s'agit là de progrès très encourageants. Mais il nous reste encore beaucoup de travail à faire. Notre continent n'est pas du tout sorti d'affaire.

Comme nous le savons tous, les capacités de surveillance et de dépistage sont faibles dans toute la Région, et 75 % des personnes vivant dans la Région n'ont pas encore reçu une seule dose de vaccin. Parmi ces personnes figurent la moitié des agents de santé de la Région et les deux tiers des sujets âgés de plus de 60 ans.

Nous continuons d'inviter instamment tous les États Membres à s'engager à vacciner 100 % des agents de santé et 100 % des personnes âgées de plus de 60 ans. C'est le meilleur moyen de sauver des vies et de parvenir à un relèvement véritablement pérenne.

Parallèlement, je suis tout à fait conscient que de nombreux États Membres travaillent sans relâche pour rétablir de nombreux services de santé essentiels qui ont été gravement perturbés par la pandémie. En particulier, la couverture de la vaccination a été très sérieusement affectée, 11 millions de nourrissons n'ayant pas été vaccinés ou étant sous-vaccinés dans la Région.

Nous assistons présentement à des flambées épidémiques de rougeole d'une ampleur inquiétante dans de nombreux États Membres. J'invite instamment tous les États Membres à donner la priorité à la restauration rapide des services de vaccination, qui constitue la pierre angulaire de vos efforts de relèvement. Ceci est fondamental pour protéger les enfants d'Afrique – que dis-je, l'avenir de notre continent – d'une série de maladies, dont la poliomyélite.

Il y a tout juste deux ans, la Région a été déclarée exempte de poliovirus sauvage. Et pourtant, au cours de l'année écoulée, deux États Membres ont signalé six cas de poliovirus sauvage et 16 États Membres ont notifié plus de 500 cas de poliovirus dérivé d'une souche vaccinale – un rappel troublant que tant qu'elle n'aura pas été éradiquée partout, la poliomyélite restera une menace partout.

Pendant ce temps, le monde se réveille face à une maladie qui touche depuis longtemps de nombreux États Membres africains : la variole du singe. Si seulement 1 % de tous les cas notifiés cette année concernent l'Afrique, la Région africaine enregistre sept décès sur les douze recensés.

En ce moment où les pays d'Europe et des Amériques réclament à cor et à cri des vaccins, l'OMS collabore avec les pays et les fabricants pour éviter une répétition des inégalités dont nous avons été témoins l'année dernière en matière d'accès aux vaccins anti-COVID-19.

Et, bien sûr, l'OMS est profondément préoccupée par la crise sanitaire et humanitaire qui touche la Grande Corne de l'Afrique, où des millions de personnes sont confrontées à la famine à cause de la convergence de facteurs tels que la sécheresse, le changement climatique, des conflits et une augmentation des prix des denrées alimentaires, du carburant et des engrais.

L'OMS est active sur le terrain et œuvre, par l'intermédiaire de son Siège, de ses bureaux de pays et de ses bureaux régionaux, pour prévenir, détecter et combattre les flambées épidémiques, traiter la malnutrition et fournir des services de santé et des médicaments essentiels.

Nous avons déjà débloqué plus de 16 millions de dollars du fonds de réserve de l'OMS pour les situations d'urgence, mais il faut faire davantage. Il y a de cela deux semaines, nous avons lancé un appel de 123,7 millions de dollars pour soutenir notre travail.

Les crises qui se chevauchent dans la Grande Corne de l'Afrique mettent en évidence la complexité et la diversité des défis auxquels sont confrontés tous les États Membres de la Région, et qui sont pris en considération dans l'ordre du jour de vos délibérations de cette semaine. Ces crises reflètent aussi les cinq priorités que j'ai soulignées dans mon allocution à l'Assemblée mondiale de la Santé, il y a trois mois, à savoir :

- promouvoir la santé ;
- fournir des services de santé ;
- protéger la santé ;
- démultiplier les progrès pour la santé ;
- être plus efficaces et forger des partenariats pour la santé.

Permettez-moi de parler en quelques mots de chaque priorité.

Premièrement, promouvoir la santé.

Pour concrétiser notre vision et atteindre le meilleur état de santé possible, il faut commencer non pas dans un centre de soins ou dans un hôpital, mais à l'école, dans la rue, au supermarché, au sein du foyer et dans nos villes.

Une grande partie du travail que vous accomplissez en tant que ministères de la santé consiste à traiter les conséquences d'une mauvaise alimentation, de la pollution, de l'insécurité sur les routes et sur le lieu de travail, du manque de connaissances en santé et de la commercialisation agressive de produits nocifs pour la santé.

C'est pourquoi nous appelons chaque État Membre à opérer un changement de paradigme urgent, en vue de promouvoir la santé et le bien-être et de prévenir les maladies en s'attaquant à leurs causes profondes et en créant les conditions nécessaires à la promotion de la santé.

La stratégie régionale actualisée pour l'action sur les déterminants environnementaux de la santé que vous examinerez cette semaine constitue un pas important dans cette direction.

De même, la stratégie régionale PEN-plus pour lutter contre les maladies non transmissibles est centrée sur la lutte contre les facteurs de risque de maladies non transmissibles, ainsi que sur la prévention des souffrances et des coûts qu'elles entraînent.

La deuxième priorité consiste à fournir des services de santé en réorientant les systèmes de santé vers les soins de santé primaires, fondement de la couverture sanitaire universelle. Nous savons que 90 % des services de santé essentiels peuvent être assurés dans le cadre des soins de santé primaires.

Dans votre Région, vous êtes confrontés au double défi d'élargir considérablement l'accès aux services de santé tout en réduisant très fortement les difficultés financières auxquelles tant de personnes sont confrontées lorsqu'elles paient les soins de santé de leur propre poche.

Je me réjouis donc du document sur la protection contre les risques financiers pour la couverture sanitaire universelle qui vous est présenté cette semaine et vous invite instamment à mettre en œuvre les mesures préconisées dans ledit document pour réduire les dépenses de santé directes.

De même, les cadres que vous examinerez cette semaine sur la santé mentale et les maladies à transmission vectorielle sont des outils importants et à bases factuelles pour lutter contre ces principales causes de morbidité et de mortalité.

La troisième priorité consiste à protéger la santé en renforçant l'architecture mondiale en matière de préparation, de riposte et de résilience face aux urgences sanitaires.

La flambée mondiale de variole du singe constitue une preuve supplémentaire – s'il en était besoin – du fait que l'échec collectif de la lutte mondiale contre les maladies négligées dans les communautés négligées nous met tous en danger.

Comme vous le savez, les États Membres sont en train de négocier un nouvel accord international sur la préparation et la riposte aux pandémies et, lors de sa dernière réunion, l'organe international de négociation a convenu que cet instrument serait juridiquement contraignant.

J'exhorte tous les États Membres à contribuer de façon constructive à ce processus. De toutes les Régions, vous avez le plus à y gagner.

Je me réjouis également de la stratégie régionale pour la sécurité sanitaire et la gestion des situations d'urgence, soumise à votre examen, qui établit un plan clair et nécessaire pour rendre la Région plus sûre face aux flambées épidémiques et aux autres crises sanitaires.

La quatrième priorité consiste à démultiplier les progrès en exploitant les possibilités offertes par la science, l'innovation et la recherche, les données et les technologies numériques.

Et la cinquième priorité est d'être plus efficace et de forger des partenariats pour la santé en renforçant l'OMS pour qu'elle produise des résultats et qu'elle soit mieux à même de jouer son rôle directeur dans la santé mondiale.

La pandémie a montré non seulement pourquoi le monde a besoin de l'OMS, mais aussi pourquoi il a besoin d'une OMS qui soit à la fois plus solide, dotée de moyens renforcés et plus durablement financée.

Je remercie tous les États Membres pour l'engagement historique que vous avez pris lors de l'Assemblée mondiale de la Santé de cette année d'augmenter progressivement les contributions fixées pour les porter à 50 % du budget de base au cours de la prochaine décennie. En tant qu'États Membres africains, vous avez joué un rôle déterminant dans cette réalisation – vos voix ont été entendues avec force au sein du Groupe de travail sur le financement durable.

Cet engagement pourra transformer la capacité du Secrétariat à obtenir des résultats là où ils comptent le plus – dans la vie des personnes que nous servons tous. Il est crucial de maintenir cette dynamique, car le premier pas vers la durabilité cadre avec l'augmentation proposée de 20 % des contributions fixées dans le budget 2024-2025.

Comme vous le savez, même avant la pandémie, nous avons déjà considérablement accru l'efficacité et l'efficience tout au long du chemin vers la transformation que nous avons pris au cours des cinq dernières années.

En nous appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie, nous sommes déterminés à poursuivre sur cette voie et à faire en sorte que l'OMS soit encore plus efficace et efficiente.

De façon singulière, dans les années à venir, nous nous attacherons à consolider notre action dans les bureaux de pays pour en accroître la capacité et garantir une plus grande appropriation par les pays, particulièrement en renforçant les personnels de santé de chaque État Membre.

L'un des leviers dont nous nous servons pour mener une telle action se trouve être le programme de stages de l'OMS, dans le cadre duquel nous offrons désormais aux stagiaires une allocation dans l'intention de faciliter une plus grande diversité et une plus grande participation des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Plus récemment, nous avons aussi lancé le programme de jeunes cadres afin de donner à plus de jeunes cadres issus des pays les moins avancés la possibilité de devenir la prochaine génération d'experts et de leaders de la santé publique.

Ces jeunes cadres recevront un contrat de deux ans et travailleront sur certains des problèmes de santé les plus importants auxquels sont confrontés les pays les moins avancés.

Plus tôt cette année, nous avons recruté notre première cohorte de 14 jeunes cadres issus de 14 pays en développement, dont huit de la Région africaine.

Je remercie la Fondation Buffett pour son généreux soutien à ce programme.

Nous sommes également pleinement engagés à soutenir des institutions régionales plus fortes, notamment le CDC-Afrique, ce qui explique pourquoi nous lui prêtons une assistance à la fois technique et financière, avec une contribution de 10 millions de dollars.

Si vous me permettez de tirer un peu la couverture de mon côté, le CDC-Afrique est une idée que j'ai suggérée en 2013, lorsque j'étais Ministre des affaires étrangères d'Éthiopie, et je suis très heureux de voir jusqu'où cette idée est arrivée.

De la même manière, nous continuons à apporter un soutien technique et financier à l'Agence africaine des médicaments, en vue de renforcer les capacités de réglementation sur le continent.

Ce travail va de pair avec notre engagement à soutenir l'amélioration de la fabrication locale, comme nous le faisons avec la création du Centre OMS-Afrique du Sud pour le transfert de technologie sur les vaccins anti-COVID-19 à ARNm, qui compte désormais 15 pays bénéficiaires dans le monde.

Enfin, nous restons pleinement déterminés à bâtir une OMS plus comptable de ses actes.

En tant qu'États Membres, vous attendez aussi à juste titre de l'OMS qu'elle applique une tolérance zéro à l'égard de l'exploitation sexuelle, des abus sexuels et du harcèlement sexuel, ou de l'inaction face à de tels actes.

Toutes les 92 victimes d'exploitation et d'abus sexuels pendant la riposte à la maladie à virus Ebola de 2018 à 2020 en République démocratique du Congo se voient offrir des services complets dans le cadre d'un protocole d'accord que nous avons conclu avec l'UNFPA.

Nous avons également créé un Fonds d'aide aux survivants, qui a jusqu'à présent investi près d'un demi-million de dollars pour fournir des services de soutien aux survivants.

Plus généralement, nous avons mis en place une équipe spécialisée au sein du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire afin de veiller à ce que des mesures de prévention de l'exploitation sexuelle, des abus sexuels et du harcèlement sexuel soient intégrées dans chaque intervention d'urgence.

Nous avons réalisé des progrès importants, mais nous avons encore beaucoup à faire. Je vous assure de mon engagement personnel total sur cette question.

Excellences,

Je vous remercie une fois de plus pour votre engagement à promouvoir la santé, à fournir des services de santé, à protéger la santé et à démultiplier les progrès pour la santé de vos populations.

Et je vous donne l'assurance que mes collègues et moi-même restons déterminés à faire preuve d'efficacité, en vous apportant l'appui nécessaire dans notre mission commune qui est de promouvoir la santé, de préserver la sécurité mondiale et de servir les populations vulnérables.

I thank you. Merci beaucoup. Muito Obrigado.